FNE – FORMATION

Note Ministérielle du 9 avril

1. Mobilisation du dispositif pendant les périodes d'activité partielle

Le dispositif est désormais mobilisé durant les périodes d'inactivité des salariés placés en activité partielle. La durée de la **formation ne peut excéder la période d'activité partielle**.

2. Modalités de conventionnement

Le dispositif d'urgence peut être mis en place de manière individuelle (Etat / entreprise) ou collective (contractualisation avec des opérateurs de compétences).

L'engagement bipartite prend la forme d'une **convention avec la Direccte**. Une convention individuelle peut être conclue entre une entreprise et la DIRECCTE et peut concerner plusieurs salariés de la même entreprise dans la mesure où il s'agit de la même formation.

S'agissant des conventionnements collectifs, les mécanismes de gestion existants avec les OPCO sont reconduits.

3. Périmètre des entreprises éligibles

Tout salarié placé en activité partielle, quels que soient la taille de l'entreprise, le secteur d'activité ou la catégorie socio professionnelle, **à l'exception des contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation**.

L'entreprise doit **établir la liste nominative des personnes placées en activité partielle et suivant les formations**. Des vérifications ex post pourront être envisagées.

4. Intensité de la prise en charge des coûts pédagogiques

100 % des coûts pédagogiques sans plafond horaire dans la limite de 1 500 euros par salarié.

La Direccte peut donner son accord, dès lors que les actions entrent dans le champ cité infra.

Au-delà des 1 500€ par salarié, le dossier doit faire l'objet d'une instruction plus détaillée, notamment sur la justification du niveau du coût horaire.

Les salaires ne sont pas inclus dans l'assiette des coûts éligibles, car ils sont déjà soutenus par l'activité partielle à hauteur de 70%.

5. Obligation de l'employeur

1. **Maintenir** le salarié en formation dans **l'emploi pendant la période de conventionnement**
2. Obtenir **l'accord écrit du salarié pour suivre la formation** (le contrat de travail étant suspendu pendant la période d'activité partielle)
3. **Verser 70 % du salaire brut au salarié en formation** (contre 100 % auparavant). L'employeur doit s'engager à maintenir dans l'emploi le salarié formé pendant toute la période de la convention.

6. Actions de formation éligibles

La formation doit permettre de développer les compétences ou renforcer l'employabilité quel que soit le domaine.

Les actions éligibles sont celles prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 6313-1 du code du travail dont celles permettant d'obtenir une des qualifications mentionnées et L. 6314-1 du même code, réalisées à distance :

- 1° Les actions de formation ;
- 2° Les bilans de compétences ;
- 3° Les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience

A l'exception des formations relevant de l'obligation de formation générale à la sécurité incombant à l'employeur (articles L. 4121-1 et L. 3

Le dispositif du FNE et CPF sont indépendants et à mon sens non cumulable.

Le CPF peut toujours être mobilisé dans le cadre du parcours autonome d'achat direct avec financement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Points non soulignés dans la note ministérielle, mais pour lequel, il faut rester vigilant :

Doivent être exclus d'emblée les salariés pour lesquels :

- est notifiée la rupture du contrat de travail (toute rupture du contrat de travail pour motif économique, quel que soit le cadre d'intervention de cette rupture, plan de sauvegarde de l'emploi, plan de départ volontaire, notamment) ;
- est prévu un départ à la retraite dès lors qu'il s'insère dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi ;
- **la Direccte a homologué une ou plusieurs ruptures conventionnelles.**

7. L'aide de l'Etat : modalité de dépôt et des versements :

Vous pouvez adresser vos demandes aux adresses suivantes (sous réserve qu'ils acceptent les dossiers par mail) :

- Dept 31 : oc-ud31.marche-du-travail@direccte.gouv.fr
- Dept 32 : oc-ud32.direction@direccte.gouv.fr
- Dept 65 : oc-ud65.mutations-economiques@direccte.gouv.fr
- Dept 81 : oc-ud81@direccte.gouv.fr
- Dept 82 : oc-ud82.activite-partielle@direccte.gouv.fr

L'aide fera l'objet de deux versements :

- **Une avance de 50% après la signature de la convention et le démarrage** effectif de l'opération attesté par l'Entreprise,
- Le **solde** sur la base du contrôle de service fait final et au regard du respect des engagements pris par l'Entreprise, notamment en termes de maintien dans l'emploi. L'Organisme transmet à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi un bilan final d'exécution au terme de l'opération.

Ce bilan comportera à minima :

- Une liste des bénéficiaires ;
- Le détail des actions financées (date de début, date de fin, effectifs formés, durée et libellé des modules de formation, modalités de certification des formations) ;
- Coût total, plan de financement ...